Par principe, la mise en demeure édictée par une administration emporte des effets juridiques et dès lors elle peut être contestée par son destinataire (1).

Toutefois, lorsqu'une mise en demeure prévoit qu'en raison de son inobservation dans le délai imparti, l'administration fera établir un procès-verbal de constat de l'infraction en cause, alors cette mise en demeure n'est pas contraignante pour son destinataire. Par conséquent, une telle mise en demeure ne fait pas grief et le recours qui demande son annulation est irrecevable et sera rejeté par le juge. (TA Besançon 12 janvier 2024, Mme C. n°2200834, C).

(1) CE, Section, 30 octobre 1992, *Ministre des affaires étrangères et secrétaire d'Etat aux grands travaux c/ Association de sauvegarde du site Alma Champ de Mars*, n°140220, Rec. p.384.